

À Lagos, comment Washington intensifie sa lutte contre le narcotrafic

Plaque tournante du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest, le pays coordonne ses efforts avec les services américains, dont la célèbre DEA. Celle-ci y forme, avec un certain succès, un très discret service spécial au sein de la justice nigériane.



Un agent de la NDLEA mène des investigations dans un laboratoire clandestin de méthamphétamine à Obinugwu, dans le sud-est du Nigeria, le 22 novembre 2018. © Stefan Heunis/AFP

Ils sont une vingtaine. Équipés, entraînés, et en partie payés par l'administration américaine. Ils vivent coupés des quelque 5 000 agents de la **National Drug Law Enforcement Agency** (NDLEA). L'adresse de leur base, située à Lagos, est gardée secrète afin d'éviter tout risque, notamment de corruption. Même les plus hauts fonctionnaires de l'agence antidrogue nigériane, dirigée par **Mohammed Buba Marwa**, ne la connaissent pas.

Créée en 2012 par la NDLEA et la **Drug Enforcement Administration** (DEA) américaine, cette unité d'élite nigériane est devenue membre, en 2014, du programme d'investigation bilatérale de la DEA, le *Sensitive Investigative Unit Program* (SIU). La **NDLEA-SIU** multiplie depuis les enquêtes et les saisies dans le sud du pays. Dans les prochains mois, elle verra sa capacité d'action renforcée grâce à l'arrivée d'une poignée de nouveaux agents, passant son effectif à trente. À moyen terme, ce sont une dizaine de douaniers du très puissant **Nigeria Customs Service** (NCS), dirigé par le contrôleur général **Bashir Adewale Adeniyi**, qui viendront en grossir les rangs. Une première au Nigeria, où les deux agences, placées sous le contrôle du ministère de la justice pour la NDLEA et des finances pour le NCS, ne collaborent que très rarement, et se font régulièrement concurrence.

Combat contre le fentanyl

L'arrivée de nouveaux éléments marque aujourd'hui la volonté de l'administration américaine de renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le trafic de drogues. Une volonté rappelée par le secrétaire d'État américain, **Antony Blinken**, lors d'une visite de son homologue nigérian, **Yusuf Tuggar**, en mai 2024 à Washington.

Ce "*soutien supplémentaire*" selon les mots du porte-parolat des affaires étrangères américaines, doit permettre d'augmenter les démantèlements de laboratoires de méthamphétamines, dont le Nigeria est un producteur important, et d'intensifier la lutte contre le trafic de captagon. Produite en Syrie, cette drogue transite notamment via l'Afrique de l'Ouest vers les pays du Golfe. À Lagos, c'est cependant dans son combat contre le fentanyl que la DEA a réalisé le plus de progrès. Moins répandu dans la région que le tramadol, cet opioïde, considéré comme cent fois plus puissant que la morphine, inquiète particulièrement les États-Unis, où il serait responsable de la mort de près de 75 000 personnes en 2023. Dès novembre 2022, la NDLEA nigériane a annoncé avoir découvert l'existence de projets d'importation de

cette drogue, produite principalement en Chine et jusqu'alors peu connue en Afrique de l'Ouest. En mai 2023, une première saisie de fentanyl est réalisée dans l'État d'Anambra (Sud-Est) par la petite équipe américano-nigériane.

Laboratoires clandestins

À l'aéroport de Lagos, dont la liaison vers la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, est particulièrement scrutée, la DEA multiplie désormais les formations sur le puissant opioïde. Idem dans les ports de Tin Can et Apapa, où transitent chaque jour des centaines de conteneurs. Agents de la NDLEA et douaniers sont entraînés à reconnaître et à détecter le fentanyl. Ils apprennent aussi à s'en protéger. La manipulation de cette drogue nécessite en effet des équipements spéciaux dont ils sont souvent dépourvus.

Grâce à cette collaboration, les saisies de drogues, mais aussi d'armes, ont augmenté à Lagos, plus particulièrement dans le port de Tin Can. Le contrôleur des douanes de la zone, **Dera Nnadi**, et son homologue à l'agence antidrogue, **Mohammed Abubakar**, y font régulièrement appel à cette unité d'élite. En revanche, dans le port d'Apapa, où près de 130 conteneurs sont pourtant scannés chaque jour, les enquêteurs nigériens formés par la DEA n'ont réalisé aucune saisie au cours des six derniers mois. **Essien Noah Udotong**, qui y dirige la NDLEA, semble en effet peu enclin à faire appel à ses collègues de la NDLEA-SIU, pas plus qu'à l'équipe nautique financée et dirigée par la **National Crime Agency** (NCA) britannique.

Forte du renforcement de cette coopération, l'agence antidrogue américaine souhaite désormais intervenir sur le port d'Onne dans l'État de Rivers (Sud-Est), situé près de Port Harcourt, capitale pétrolière du pays et troisième porte d'entrée maritime du Nigeria. Ce déploiement vers le sud-est du pays, où se trouvent de nombreux laboratoires de production clandestins, marque une étape importante dans l'intensification de la lutte contre le trafic de drogue au Nigeria.

Un budget très limité

Cependant, le niveau de formation, d'accès aux équipements, et d'exigence anticorruption auquel ont accès les agents de l'unité d'élite est quasiment unique au sein de la NDLEA, qui ne dispose que d'un budget très limité.

Par ailleurs, la situation sécuritaire dans le pays contraint fortement sa capacité à enquêter sur le terrain. Le 16 mai 2023, deux véhicules de l'ambassade américaine au Nigeria ont été attaqués dans la zone d'Ogbaru, dans l'État d'Anambra, entraînant la mort de neuf personnes. Deux semaines auparavant, cette même route était empruntée par les enquêteurs de la DEA et de la NDLEA, contraints de suspendre leurs activités dans la région pendant plusieurs mois.

Enfin, l'agence américaine n'a presque aucune visibilité au-delà de la capitale fédérale, Abuja, où plusieurs laboratoires de confection de drogues seraient déjà implantés. Le nord du Nigeria est pourtant l'un des carrefours majeurs du trafic de drogues en Afrique de l'Ouest, à la croisée des réseaux de trafiquants sahéliens, des bandits et des mouvements terroristes qui sévissent dans la région.

Thibaut Lanchon

© *Copyright Africa Intelligence.*

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Côte d'Ivoire, Afrique de l'Ouest, Madagascar

Chaque mercredi, Africa Intelligence lève le voile sur les décideurs politiques et économiques de demain.

Côte d'Ivoire - Cédric Anoma, jeune "Monsieur cybersécurité" de Téné Birahima Ouattara

Début mai, l'Ivoirien **Cédric Anoma** a obtenu la distinction *Génération Young Leaders* au Forum Europe-Afrique, qui s'est tenu à Marseille sous le patronage du président français, **Emmanuel Macron**. Âgé de 37 ans, cet expert en cybersécurité est actuellement chargé d'études au sein du cabinet du ministre ivoirien de la défense, **Téné Birahima Ouattara**, alias "Photocopie". Il conseille les équipes du ministère, notamment en matière de gestion des projets de systèmes d'information et les programmes de recensement biométrique.

Cédric Anoma a commencé sa carrière au ministère du plan et du développement avant de rejoindre le ministère de la défense en 2016. C'est à cette période qu'il a commencé à se former dans le domaine de la cybersécurité, effectuant notamment un passage au **Geneva Center for Security Policy** (GCSP). Entrepreneur, il a par ailleurs lancé, en 2020, une plateforme spécialisée dans l'achat-revente de chaussures de sport rares, baptisée **Afrik Sneakers**.

Diplômé de l'**Institut universitaire d'Abidjan** (IUA) en finance, Cédric Anoma a complété sa formation en obtenant en 2023 un MBA en management de la cybersécurité à l'**École de guerre économique** (EGE) de Paris.

Afrique de l'Ouest - Izar Hyacinthe, chantre du premier forum Afretail

Avec son cabinet **Concretiz**, fondé en 2023, l'entrepreneuse **Izar Hyacinthe** (33 ans) a organisé ce 28 juin son premier forum Afretail, à Paris, en partenariat avec la **Chambre de commerce et d'industrie de Paris**, **Moët Hennessy**, **Africa Global Logistics** et **Canal+**. L'événement a fait la part belle aux ressortissants ouest-africains, et en particulier au Bénin, avec la présence de l'ambassadrice en France, **Corinne Brunet**. Parmi les VIP présents à l'événement figurait également l'entrepreneur franco-malien **Badiri Diakité**, alias "Dawala". Fondateur du label **Wati B**, avec lequel il a été le producteur historique du groupe de rap **Sexion d'Assaut**, Dawala est particulièrement connecté à Bamako, où il est notamment actif dans le secteur du sport.

Concretiz veut accompagner les "*repatriés*" qui souhaitent investir sur le continent. Au sein de ce réseau, Izar Hyacinthe possède un carnet d'adresses fourni. Cette diplômée de **Sciences-Po Paris** d'origine haïtienne a découvert l'Afrique de l'Ouest lors d'une expérience à **Canal+ Afrique**, au début des années 2010, avant de se tourner vers le monde du luxe. Elle a rejoint ensuite l'entreprise française de cosmétique **Yves Rocher**, où elle a décroché en 2019 la fonction de directrice du bureau Afrique. Elle a ensuite dirigé une division de développement de **L'Oréal** en 2021, avant de créer sa propre société.

Madagascar - Nasser Goulamhousen, puissant tourneur de la scène rap française

À 34 ans, **Nasser Goulamhousen** est une figure bien connue des palais présidentiels africains. À la tête de sa société **Nas Prod**, il est derrière les tournées sur le continent des rappeurs **Gims** et **Dadju**, mais aussi de la chanteuse franco-malienne **Aya Nakamura**. Issu d'une puissante famille commerçante établie entre Madagascar et l'île de La Réunion, il est désormais installé à Dubaï depuis plusieurs années.

Nasser Goulamhousen, qui est né sur la Grande Île, connaît personnellement **Andry Rajoelina**, le président de Madagascar. Il est aussi un familier de **Lionel Talon**, fils du président béninois, **Patrice Talon**. Les deux hommes se sont vus mi-juin à Cotonou en compagnie du rappeur Dadju. Il est également

très bien introduit à Abidjan auprès de la première dame, **Dominique Ouattara**.

En septembre 2023, Nasser Goulamhousen avait préparé la venue d'Aya Nakamura à Brazzaville, en étroite collaboration avec **Issoa Anissa Sassou-Nguesso**, fille d'**Arnaud Wamba Sassou-Nguesso**, lui-même fils cadet du président, **Denis Sassou-Nguesso** (AI du [12/09/23](#)).

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Gigafactories : contre la volonté d'Ottawa, le canadien SRG conserve son partenaire chinois

Alors que le Canada voulait mettre un veto à la prise de participation de C-One, son partenaire industriel chinois dans son projet d'usine à Tanger, le groupe industriel et minier de Benoît La Salle a déménagé à Abu Dhabi. Il espère aussi attirer les fonds souverains moyen-orientaux.

Le patron minier québécois **Benoît La Salle** a mis sa menace à exécution. En réponse au ministre canadien de l'industrie, **François-Philippe Champagne**, qui souhaitait début mars mettre un veto à la prise de participation de 19,6 % du chinois **Carbon-ONE New Energy** (C-One) dans le canadien **SRG Mining**, il a finalisé fin juin l'enregistrement de la société à Abu Dhabi.

Le président de SRG – aussi patron d'**Aya Gold & Silver**, le plus grand groupe minier étranger au Maroc (AI du [09/11/22](#)) – avait averti qu'il installerait la société au Moyen-Orient si les autorités canadiennes persistaient dans leur hostilité aux prises de participation chinoises minoritaires dans une filière des batteries électriques jugée stratégique par Ottawa. Benoît La Salle a envisagé plusieurs destinations – dont la France, la Belgique et le Qatar – avant de fixer son choix sur Abu Dhabi.

Un patron jugé trop proche de Pékin

Devenu émirati, bien que toujours coté au **Toronto Stock Exchange** (TSX), SRG va pouvoir accueillir dans les prochains mois son nouvel actionnaire chinois sans risque d'un blocage d'Ottawa. C-One est le partenaire industriel de SRG dans son projet marocain d'usine d'anodes de batterie (AI du [09/11/23](#)).

Celle-ci doit être installée à Tanger et sera, dans un premier temps, approvisionnée en graphite naturel tiré de la mine *Lola*, dans le sud-est de la Guinée.

Le profil du patron de C-One, **Yue Min**, déplaisait aux autorités canadiennes parce qu'il est un des cofondateurs de **BTR New Material Group**, l'un des leaders chinois du secteur des gigafactories, jugé trop proche de Pékin. BTR New Material a également un projet d'usine de batteries à Tanger, qui pourrait justement être approvisionné par les anodes fabriquées dans l'usine tangeroise de SRG.

Benoît La salle et **Matthieu Bos**, le directeur général de SRG, qui doit donc s'installer prochainement à Abu Dhabi, espèrent désormais attirer des fonds souverains émirati, saoudien et qatari au capital de leur entreprise, tels que **Mubadala Investment Co**, déjà présent dans le secteur minier en Guinée (AI du [08/06/23](#)).

© *Copyright Africa Intelligence.*

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

La Gécamines veut bloquer la cession de Chemaf au chinois Norin Mining

L'entreprise publique **Gécamines**, qui s'oppose à la vente au chinois **Norin Mining** de la société minière **Chemaf**, pourrait aller jusqu'à retirer les permis qu'elle a concédés en amodiation à cette filiale du groupe **Shalina Resources**. C'est le cas tout particulièrement de celui de *Mutoshi*, un gisement de cobalt dans le Katanga, pour lequel Chemaf avait obtenu un appui financier de 600 millions de dollars de la part du géant suisse **Trafigura** (AI du [12/05/22](#)). Le développement de ce projet a toutefois été entravé par la chute du prix du cobalt ces derniers mois, obligeant Chemaf à chercher un acquéreur pour éponger ses dettes.

Cette société était tenue d'informer au moins trente jours à l'avance la partie congolaise de son projet de vente à Norin Mining. Ce qu'elle n'a pas fait, selon la Gécamines, qui affirme avoir obtenu l'accord du gouvernement pour s'opposer à la cession. Dans un communiqué publié le 1er juillet dans la soirée, Chemaf a rétorqué qu'elle avait obtenu un soutien écrit de la part de l'exécutif congolais pour cette transaction.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220

Le britannique Chariot se lance dans l'exploration d'un nouveau puits

Récemment allié avec la junior Energean pour booster son exploration, Chariot Oil & Gas mise sur un nouveau forage pour renforcer son projet de développement gazier offshore d'Anchois, au large de Larache.

Dans le cadre du projet de développement gazier offshore d'*Anchois*, **Chariot Oil & Gas** mise sur le forage d'un puits supplémentaire au sein de la licence *Lixus*, au large de la ville de Larache. Cela lui permettrait de renforcer sa présence dans cette région située à environ 80 km au sud de Tanger. Le groupe, dont les activités au Maroc sont dirigées par **Pierre Raillard**, a prévu de finaliser ce nouveau forage pour le troisième trimestre 2024.

Chariot Ltd, l'entité africaine du groupe, devrait être en mesure de le tester d'ici à septembre ou octobre et de pousser rapidement pour une mise en exploration plus en profondeur, si les résultats positifs se confirment. Son objectif est de devenir, à moyen terme, une société d'exploitation gazière au Maroc.

Menée en même temps, une autre exploration s'est révélée infructueuse, celle du puits *RZK-1*. Ce forage, situé dans la licence onshore de *Loukos* (région du Gharb), ne sera finalement pas exploitable du fait de la présence d'eau. Au Maroc, Chariot explore donc aujourd'hui deux blocs offshore (*Lixus* et *Rissana*), dans la région de Larache.

Coup de pouce financier

Chariot Oil & Gas a récemment associé **Energean**, britannique lui aussi et société cotée à Londres, au bloc *Rissana*. Avec une prise de participation de 37,5 %, le nouvel associé souhaite dupliquer le modèle de son gisement offshore de *Karish*, au large d'Israël. Energean est amené à devenir le principal opérateur du gisement Rissana et prendra en charge la partie technique de l'exploration. Objectif : confirmer les estimations de l'étude de faisabilité menée par Chariot sur *Rissana*. Il permettrait en outre d'apporter un coup de pouce financier pour répondre rapidement aux impératifs du gouvernement et à l'urgence de la situation énergétique du pays.

Présent dans le royaume depuis plus de dix ans, Chariot négocie actuellement avec l'**Office national de l'électricité et de l'eau potable** (ONEE) pour vendre le gaz de ses futures exploitations. Les discussions ont été inaugurées par le protocole d'accord signé en 2022 avec l'ONEE, dirigé par **Tarik Hamane**. En outre, l'entité africaine de Chariot Oil & Gas a établi un autre protocole d'accord avec le groupe néerlandais **Vivo Energy**, qui distribue des produits pétroliers issus de la major **Shell** en Afrique. L'idée est de développer la commercialisation de gaz naturel liquéfié (GNL) auprès des entreprises au Maroc, une fois la production lancée. De son côté, la ministre de la transition énergétique, **Leila Benali**, a rendu publique, à la fin du mois de mai, la construction d'un terminal flottant dévolu à la regazéification du GNL dans le port de Nador (AI du [26/06/24](#)).

Tous ces développements doivent servir l'ambition affichée par l'État marocain de réduire sensiblement la part du charbon dans son mix énergétique d'ici à 2030.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Le discret décaissement de 400 millions de dollars de la CNPC à la junte

À Niamey, les militaires ne ressentent pas l'urgence de reprendre les exportations de brut via l'oléoduc Agadem-Sèmè. Cette infrastructure pâtit des tensions avec Cotonou et est ciblée par le Front patriotique de Libération (FPL), un groupe armé toubou hostile à la junte.

Le 29 mars 2024, la major pétrolière chinoise d'État **China National Petroleum Corporation** (CNPC) signait avec le régime d'**Abdourahamane Tchiani** un accord de pré-financement de 400 millions de dollars. Celui-ci était gagé sur la part de l'État dans les exportations de brut de la zone d'Agadem, via le port béninois de Sèmè. Comme le mentionnait l'accord, consulté par *Africa Intelligence*, la totalité de la somme a été décaissée sept jours après sa signature, soit début avril.

Depuis, un seul tanker a été rempli de brut nigérien au Bénin. Il comptait 961 313 barils à son bord, le 19 mai. Destination de cette unique cargaison : le port français de Marseille (AI du [22/05/24](#)). **Feng Jiang**, l'ambassadeur chinois à Niamey, tente de mettre la pression sur la junte pour qu'elle consente à faciliter le passage de nouvelles cargaisons via le Bénin. Sans succès.

Problème sécuritaire

La brouille entre le Niger et le Bénin au sujet de leur frontière terrestre, fermée depuis juillet 2023, a en effet considérablement affecté le transit de pétrole, depuis fin mai totalement à l'arrêt. Le président béninois, **Patrice Talon**, refuse le transport du pétrole sur son territoire tant que la frontière

n'est pas rouverte. Cette situation menace de faire sombrer le port de Sèmè, et surtout celui de Cotonou, au bénéfice de Lomé, qui profite de la brouille entre les deux voisins. Cependant, pour Abdourahamane Tchiani, rien ne presse : l'argent déjà reçu de la CNPC va permettre à son régime de tenir encore plusieurs mois.

Pour ne pas arranger la CNPC, le pipeline long de 1 900 km entre Agadem et Sèmè, et doté d'une capacité de plus de 100 000 barils par jour, est la cible de groupes armés. Il a été attaqué le 16 juin dans l'ouest du Niger par le **Front patriotique de libération** (FPL), un groupe toubou hostile à la junte, ce qui a entraîné des déversements de brut. **Mahamoud Sallah**, le chef du FPL, a demandé l'annulation du prêt de 400 millions de dollars, faute de quoi d'autres assauts viseront l'infrastructure.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Les émeutes alimentent la guerre des chefs autour de William Ruto

Les manifestations de la jeunesse qui ont débuté mi-juin ont donné lieu à une passe d'armes remarquable entre le vice-président Gachagua et le directeur des services de renseignement, Noordin Haji. Ce dernier est aussi en conflit avec le ministre de la défense, Aden Duale.



Rigathi Gachagua - Noordin Haji - Aden Duale © Simon Maina/AFP - Tony Karumba/AFP - Celal Gunes/Anadolu via AFP

Déjà fragilisé par des luttes d'influence dans l'entourage du président, **William Ruto**, le patron du **National Intelligence Service (NIS)**, **Noordin Haji**, pourrait ressortir encore plus affaibli de la crise que traverse le Kenya depuis mi-juin. Le 26 juin, le vice-président, **Rigathi Gachagua**, s'est livré à une attaque en règle contre le maître espion, qu'il accuse de n'avoir pas vu venir les manifestations qui ont submergé le pays. Depuis plus de deux semaines, la jeunesse kényane proteste contre le budget 2024-2025, qui prévoit un nouveau volet de taxes. Les autorités ont répondu par une importante vague de répression qui a coûté la vie à plusieurs dizaines de personnes. Devant l'intensité de la contestation, William Ruto a finalement abandonné la proposition de budget. Mais les manifestants, qui le tiennent pour responsable des violences policières, demandent désormais sa démission.

Selon plusieurs sources, le vice-président a été lui-même visé par une note que le patron du NIS a remise à William Ruto, mettant en avant son implication supposée dans le financement de jeunes manifestants. D'après une source au sein du **National Security Council**, l'instance qui regroupe les principaux décideurs sécuritaires du pays, ces rapports des services de renseignement ont poussé le président à mobiliser l'armée, les **Kenya Defence Forces (KDF)**, pour réprimer les émeutes.

Une bataille d'influence

Avant de rejoindre le NIS, Noordin Haji, fils de l'ancien ministre et haut fonctionnaire **Mohammed Yusuf Haji**, avait gagné la confiance de William Ruto lorsqu'il occupait le poste de procureur général. Il y avait été nommé en 2018 par l'ancien président **Uhuru Kenyatta**. Mais après l'élection de William Ruto, en 2022, il s'était fait remarquer en abandonnant de nombreuses affaires pénales intentées avant l'élection contre des alliés notoires du nouveau président (AI du [12/12/22](#)). Un an à peine après sa nomination à la tête du NIS, Noordin Haji est déjà en conflit avec plusieurs membres du camp présidentiel. Outre la charge opportuniste de Rigathi Gachagua, sa rivalité avec le ministre de la défense, **Aden Duale**, prend de plus en plus de place.

Les deux hommes, tous deux des Somalis de la côte kényane, ne sont pas seulement en compétition pour le leadership officiel de cette communauté. Ils se battent surtout pour l'oreille du président, et par ricochet pour davantage d'influence sur l'appareil sécuritaire du pays. Particulièrement

dans le Nord-Est, où les KDF et les services de renseignement luttent activement contre le groupe armé islamiste somalien **al-Shabaab**, qui revendique des dizaines d'attaques chaque année sur le sol kényan.

Lutte contre le terrorisme

En coulisses, les deux hommes se disputent depuis plus d'un an l'enveloppe budgétaire allouée à la lutte contre le terrorisme. D'après des sources gouvernementales, Noordin Haji reproche notamment à Aden Duale d'avoir influencé le vote du budget 2023-2024, privant le NIS de l'allocation dont il a besoin pour s'acquitter de sa mission. Si le rôle des KDF est la défense du territoire, elles disposent aussi de leur propre unité de renseignement, ce qui place les deux entités en concurrence dans la lutte contre al-Shabaab.

Les allocations budgétaires de l'armée et du NIS ne font pas l'objet d'un examen public. Elles bénéficient toutefois d'une aide financière et matérielle substantielle des États-Unis (AI du [27/06/24](#)), du Royaume-Uni et des **Nations unies** (ONU).

Le mois dernier, Aden Duale a obtenu du président qu'il prenne publiquement position sur la construction de logements dans le quartier de Eastleigh, à Nairobi, qui abrite une importante communauté d'affaires somalie réputée proche de Noordin Haji. La hauteur de ces futures constructions faisait craindre au ministre de la défense qu'elles mettent en péril les activités de la base aérienne Moi, située à quelques encablures. Début juin, le président s'est engagé à préserver la base, arbitrant ainsi en faveur du ministre de la défense.

La récente sortie de Rigathi Gachagua contre Noordin Haji ne devrait cependant pas particulièrement profiter à Aden Duale. En effet, ces deux derniers font front commun contre le vice-président, de plus en plus isolé au sein de la majorité présidentielle (AI du [14/03/24](#)).

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Paul Biya donne enfin son accord pour une réunion du Conseil supérieur de la magistrature

Le président a accepté que son ministre de la justice, Laurent Esso, convoque dans les prochaines semaines le CSM. Cette instance dirigeante de la magistrature ne s'est pas réunie depuis quatre ans, bloquant le fonctionnement du système judiciaire.

Paul Biya a enfin tranché : la prochaine réunion du **Conseil supérieur de la magistrature** (CSM) aura lieu dans quelques semaines, probablement dans le courant du mois d'août. Cette instance, en charge de l'avancement des carrières des magistrats et des réformes du système judiciaire camerounais, doit théoriquement se tenir chaque année. Or, le dernier CSM, et dont la présidence est exercée par le chef de l'État, remonte au 10 août 2020.

Le ministre de la justice peinait de plus en plus à justifier cette situation. **Laurent Esso** avait ainsi été vivement interpellé sur cette inertie lors de la séance des questions orales, le 24 juin dernier, par le député **Benilde Djeumeni** du parti d'opposition **Social Democratic Front** (SDF), sans pouvoir donner plus de précision.

"Des impostures et des intimidations"

L'accord donné par Paul Biya à son ministre de la justice constitue un désaveu pour **Jean Claude Awala Wodougue**, conseiller juridique à la présidence depuis 2021, et **Abel Minko Minko**, nommé en juin 2021 au poste de secrétaire permanent du CSM. Ces derniers, proches du secrétaire général à

la présidence, **Ferdinand Ngoh Ngoh**, bloquaient la tenue du conseil depuis plusieurs mois, sur fonds de rivalité avec Laurent Easo (AI du [07/09/23](#)).

Parmi les dossiers qui seront peut-être à l'ordre du jour, figure celui sur l'intégration des auditeurs de justice : quatre promotions sont actuellement en attente. Le CSM doit également se pencher sur la mise à la retraite des magistrats ayant atteint l'âge limite, la promotion des magistrats en grade, ou encore le traitement des dossiers disciplinaires. La publication de textes garantissant davantage l'indépendance de la magistrature devrait aussi être étudiée, alors que le ministre de la justice lui-même avait récemment dénoncé "*des injonctions, des impostures et des intimidations*" de la part de la présidence dans les affaires judiciaires (AI du [30/05/24](#)).

© *Copyright Africa Intelligence.*

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)

Un proche du premier ministre reprend la mine de diamants de Mothae

Baron du parti au pouvoir et patron d'un conglomérat diversifié partenaire d'Engen et de Holcim, Lebona Lephema va reprendre les parts de l'australien Lucapa Diamonds dans ce projet diamantifère attractif.

Poids lourd du gouvernement et proche du premier ministre, **Sam Matekane**, **Lebona Lephema** a remporté l'appel d'offres pour le rachat de 70 % des parts de la très lucrative mine de diamants de *Mothae*. Il va verser pour cela une somme symbolique de seulement 10 000 dollars australiens (6 205 euros) à l'australien **Lucapa Diamond Co**. Lebona Lephema s'est toutefois engagé à payer 1 million de dollars australiens de factures non réglées dues par le site de *Mothae* à des sociétés de sous-traitance techniques et extractives.

Actuellement député et ministre des affaires intérieures, de l'administration locale et des chefferies, Lebona Lephema est l'un des membres fondateurs de **Revolution for Prosperity** (RFP), le parti au pouvoir. Lors de la création du RFP, en mars 2022, il a fait partie de la "brigade d'élite" de Sam Matekane, un groupe de dix personnalités triées sur le volet par le premier ministre pour participer cette année-là aux élections générales sans avoir à passer par les primaires du parti.

Diamants parmi les plus chers au monde

Mothae est situé dans les montagnes Maluti, à seulement 5 kilomètres de la mine de *Letseng*, propriété de **Gem Diamonds**, dont les diamants, issus de la roche kimberlite, sont parmi les plus chers au monde. Le gisement acquis par Lebona est à ciel ouvert et connu pour produire lui aussi des diamants de

grande taille – souvent au-delà de 100 carats – qui atteignent des prix élevés sur le marché. Selon les chiffres de Lucapa publiés fin 2023, le gisement recèle encore 180 000 carats de ressources indiquées et 960 000 carats de ressources présumées, avec une valeur calculée de 606 dollars par carat.

Lucapa Diamond Co, présidé par **Stuart Brown**, un vétéran de **De Beers**, et dirigé par **Nick Selby**, également passé par le géant britannique puis chez Gem Diamonds, a mis en vente sa participation dans *Mothae* en mai. Le groupe australien a indiqué vouloir concentrer ses efforts sur ses autres projets miniers en Afrique australe : la mine de *Lulo*, en Angola, et son programme d'exploration au Botswana. Une fois la transaction achevée, Lucapa continuera à fournir des services techniques à son ancienne filiale au Lesotho, dans le cadre de l'accord de services techniques, à des conditions commerciales normales, pour une durée minimale de trois mois. L'État du Lesotho continuera de détenir 30 % du capital de la mine.

Lebona Lephema acquiert la mine de *Mothae* par l'intermédiaire de **Lephema Executive Transport**, une des sociétés de son conglomérat diversifié, présent dans le transport de carburant, la logistique, l'immobilier locatif, la construction et la cimenterie. Il est notamment associé en affaires avec **Lafarge Cement South Africa**, filiale sud-africaine de **Holcim**, ainsi qu'avec le groupe de distribution de carburant sud-africain **Engen**.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 110194220



Publication éditée par le groupe Indigo Publications
(Paris)

Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire
1225 Y 90644)